

Colloque CCTB - Fondation Gabriel Péri
Pékin
28-29 octobre 2016

LE PARTI DE LA GAUCHE EUROPEENNE

Notes d'introduction à la discussion

Dominique Vidal-Bari

Membre du Conseil scientifique de la fondation Gabriel Péri

Le Parti de la Gauche européenne (PGE) est un exemple de coopération structurante entre 33 partis européens nationaux, membres à part entière ou associés au titre d'observateurs, restés en totale indépendance les uns des autres. Il porte le nom de parti mais ne fonctionne pas comme un parti traditionnel. Il est dans une recherche de consensus en s'appuyant sur les convergences tout en ne masquant pas les divergences compte tenu de la diversité politique et des réalités nationales des pays dont sont issus ses membres. Ce n'est pas du tout un bloc homogène. Chaque parti est souverain. Cette diversité est en elle-même révélatrice de la difficulté de coopération entre les Etats européens.

Cette force de la gauche transformatrice européenne est encore en pleine phase d'invention. L'Europe est à une période cruciale de sa construction et le PGE se doit de trouver de nouvelles formes d'expression et d'élargir ses alliances s'il veut peser dans les débats qui traversent le continent européen en proposant une alternative progressiste.

Membres et observateurs du PGE se sont retrouvés sur un certain nombre de points communs :

- Rejeter le capitalisme et l'UE telle qu'elle est aujourd'hui. Même si les membres du PGE portent une analyse différenciée sur le projet européen, ils ont en commun des objectifs.
- Refuser le dilemme que leur proposent les classes dirigeantes : soit un fédéralisme autoritaire foulant aux pieds la souveraineté populaire et les droits des nations ; soit l'exacerbation des rivalités nationales.
- Unir les peuples européens autour d'un projet commun de solidarité et de justice sociale. Que l'on défende la nécessité de « plus d'Europe » ou de « moins d'Europe », la question centrale est celle du contenu de la perspective.

La création du PGE permet une visibilité de l'ensemble des forces de gauches (radicales ou se réclamant d'une transformation sociale) au niveau européen.

La création du PGE est une réponse à une évolution institutionnelle.

Toutes les autres forces politiques (droite et sociale-démocrate) se sont organisées très tôt au niveau européen. La gauche européenne se devait de devenir à son tour un poids même modeste au sein de l'UE.

La mise en place du cadre politique de l'UE (après Maastricht) a accéléré la recherche de cadres communs aux formations politiques extérieures à la social-démocratie et la rejetant. Il est important de souligner que la création du PGE est intimement liée à la construction européenne et à l'évolution qu'en ont les forces politiques qui la composent : Elle reflète la prise en compte de l'existence d'un espace européen par les forces de gauche, donc d'un champ d'intervention politique qu'il est nécessaire d'occuper.

La création du PGE est le résultat d'un processus. En 1991 était apparu le Forum de la nouvelle gauche européenne, rassemblant au départ dix-sept partis socialistes, communistes et rouges-verts. En juin 1998, dans la perspective des élections européennes de 1999, des représentants d'une vingtaine de partis de

gauche, socialistes, communistes et rouges-verts de l'Union européenne se sont rencontrées à Berlin pour penser à de nouvelles formes et voies de coopération. Suite à la réunion, treize partis de gauche européens ont pour la première fois, en janvier 1999 à Paris, élaboré et lancé un appel commun aux élections européennes adressé à tous les gens vivant dans l'UE.

La création du PGE s'articule sur l'existence du groupe parlementaire de la gauche unitaire au parlement européen, la Gauche Unitaire Européenne (GUE). Un groupe confédéral qui n'a pas de discipline de vote et où existe des différences fondamentales entre les membres.

Il faut bien différencier ce groupe parlementaire de la GUE du parti de la gauche européenne qui est déconnecté du parlement européen. Des partis membres de la GUE ne sont pas forcément au PGE et réciproquement des membres du PGE n'ont pas d'élus au parlement.

Après les élections de juin 1999, la GUE s'est élargie à l'Alliance de la gauche verte nordique et devient le Groupe Confédéral de la Gauche Unifiée Européenne/Nordic Green Left (GUE/NGL). L'Alliance de la gauche verte nordique, comprend sept formations scandinaves, dont la plus importante est le Parti de gauche de Suède. Elle est associée au Parti de la gauche européenne en tant qu'observateur.

Lors du processus de création du PGE les négociations ont porté sur la mise en place de ses structures :

- une direction collective dont les décisions sont non contraignantes pour les membres.
- Tous les partis sont à égalité de statut.
- Tous sont membres de la direction et les décisions se prennent sur la base d'un consensus.

En mai 2004, enfin, le Parti de la gauche européenne (PGE) est officiellement créé à Rome, au départ centré sur 12 États, dont l'Allemagne, la France, l'Italie, la Grèce et l'Espagne. L'AKEL de Chypre ou le Parti communiste du Portugal (PCP) qui ont participé à la préparation sont restés observateurs.

Il faut savoir aussi qu'un important débat a eu lieu concernant les adhésions individuelles au PGE. Les Allemands et les Italiens y étaient favorables, le PCF réticent. Un compromis est intervenu sur la base d'une possible adhésion individuelle après accord du parti national concerné.

A quoi sert le PGE ?

- A mettre en avant le fait que l'Union européenne est un espace de luttes politiques, et un espace de coopération entre des forces progressistes. Son existence a permis l'élaboration de plateformes communes durant les campagnes électorales européennes.
- Au fil des années, le PGE a su avancer grâce au consensus qui a respecté sa diversité et dans le même temps, il a gagné en cohérence.
- C'est une force attractive : il est passé de 21 membres à 33 et a permis de rassembler des forces jusque là éparses ou isolées (par exemple, le parti moldave et les partis baltes)
- C'est aussi un facteur de reconnaissance et de légitimation pour des petits partis européens.
- Ces dernières années de gros efforts ont été faits pour définir des axes communs de lutte.
- Il a joué un rôle en apportant son soutien à Syriza et en présentant la candidature d' Alexis Tsipras à la présidence de la commission européenne.

Des conditions nouvelles depuis la crise de 2008.

Du 15 au 18 décembre 2016, s'est tenu à Berlin le congrès du Parti de la gauche européenne. Depuis le IVe congrès du PGE qui s'est déroulé à Madrid en décembre 2013 et singulièrement depuis le début de l'année 2015, crises et ruptures se sont aggravées dans toute l'Europe, jusqu'à devenir pour l'Union européenne une crise existentielle. Cet approfondissement de la crise a augmenté les enjeux du congrès de Berlin. Pour mieux les comprendre, il est important de rappeler quelques éléments d'information sur l'état de l'Union européenne.

D'abord économique et sociale, après la crise financière de 2008, nous sommes aujourd'hui en plein dans la crise politique, avec plusieurs premiers signes de désintégration, dont le plus retentissant est la décision du Royaume-Uni, par le referendum de juin dernier, de quitter l'Union européenne.

Le Brexit marque un tournant dans l'histoire de l'Union Européenne

L'ensemble de l'édifice européen craque et peut s'effondrer. La question européenne est de nouveau posée dans son ensemble, et même dans ses fondements. Les valeurs qui prétendaient fonder l'Union européenne sont de facto réduites à néant. La différence de traitement entre des pays comme la Grèce, et ceux qui peuvent se targuer du rang de puissance régionale, tels que le Royaume-Uni, montre la violence des rapports de force, entre autres institutionnels, au sein même de l'Union européenne. Des éléments de dislocation de l'UE sont apparus.

Jean-Claude Juncker, président de la commission européenne, déclare lors de son discours sur l'état de l'Union en septembre 2016 devant le parlement européen : *« Jamais encore je n'avais vu un terrain d'entente aussi réduit entre nos Etats membres (...). Jamais encore je n'avais vu des représentants des institutions de l'Union fixer des priorités aussi différentes, parfois en opposition directe avec les gouvernements et les parlements nationaux. C'est comme si il n'y avait plus de point de rencontre entre l'Union et les capitales nationales ».*

Donc l'Europe est dans une impasse du modèle capitaliste libéral. On peut souligner 3 grandes caractéristiques de la situation.

1. Les principes fondateurs des traités en matière économique et financière, ainsi que la gestion en Europe de la crise financière de 2008 ont conduit à cette crise du développement qui a nourri une crise de confiance.

Face à la crise financière de 2008, les dispositions prises sont restées dans le même esprit :

- recapitalisation des banques qui a entraîné le surendettement des pays dits « du sud » ;
- mise en place de mécanismes pour garantir les créances des banques (MES) ;
- accélération brutale des réformes néolibérales (politiques d'austérité budgétaire, privatisations et déréglementation du marché du travail).

Ces choix ont tué les perspectives de développement. La croissance est atone en Europe.

- La Banque centrale européenne injecte chaque mois 80 milliards d'euro de liquidités pour les banques, sans aucun résultat dans l'économie réelle. L'investissement privé chute et le mouvement de désindustrialisation se poursuit.
- Les règles budgétaires du pacte de stabilité et les politiques d'austérité ont fait reculer l'investissement public des Etats et les collectivités locales.
- On estime à plus de 1000 milliards d'euros la fraude fiscale des entreprises, en particulier des grandes multinationales.

Parallèlement, les dogmes de la compétitivité et de la concurrence, les réformes des marchés du travail, conduisent à la précarisation, à l'abaissement des revenus et des droits des salariés.

- Le nombre de chômeurs atteint désormais les 22 millions avec un taux de chômage chez les jeunes de près de 21 %.
- Le taux de pauvreté est de 17,2%. Le pouvoir d'achat baisse, la demande baisse, et la concurrence imposée vise à faire obstacle à des solidarités au sein des classes populaires.

2. **La deuxième caractéristique** est une forte régression démocratique.

Tous les referendums portant sur l'UE ont connu une réponse négative, comme ce fut le cas en France en 2005 contre le Traité constitutionnel européen.

Cette négation du vote populaire a entraîné de grands mouvements de résistance en Espagne, au Portugal, en Irlande, en Grande Bretagne et bien sûr en Grèce contre l'austérité. Ce double mouvement luttes/sanctions politiques a permis l'élection de gouvernements progressistes dans deux pays : la Grèce et le Portugal, sous des formes différentes. Les deux sont aujourd'hui confrontés à des attaques au sein de l'UE, pour les empêcher de mener des politiques alternatives.

3. Troisième caractéristique : sur fond de crise économique et sociale, de discrédit du politique et une crise de confiance, l'Europe se dirige vers la régression civilisationnelle. Partout, les populismes et l'extrême droite prospèrent.

Deux nouveaux éléments sont apparus depuis 2013.

D'abord, la guerre est redevenue l'horizon immédiat de l'Europe. La guerre civile en Ukraine a fait plus de 10 000 morts depuis avril 2014. Elle provoque de profondes divisions en Europe qui rappellent celles de la guerre froide.

A partir de ces réalités les questions du changement et de l'alternative sont posées très fortement.

Quelles alternatives ?

Les forces politiques dominantes, qu'elles soient sociale-démocrates ou démocrates-chrétiennes, confrontées à une impasse du modèle et même à des divisions importantes au sein de leurs familles politiques n'en développent pas moins des projets alternatifs.

Trois grands courants politiques s'affrontent : Les « légitimistes libéraux », l'extrême-droite et les populistes, et la gauche européenne.

- Les premiers sont les promoteurs de la construction actuelle de l'UE, la droite libérale, les centristes et une partie des sociaux-démocrates. Ils plaident pour une construction de plus en plus intégrée économiquement, surtout dans la zone euro. Au sommet de Bratislava tenu en septembre pour « relancer le projet européen » après le choc du Brexit, ils n'ont proposé qu'une Europe de la défense avec sécurisation des frontières, et création d'un fonds pour l'industrie européenne. Dans un contexte de tensions internationales, notamment avec la Russie, et la résurgence de l'OTAN derrière, ce choix de la course à l'armement est extrêmement dangereux.

- L'extrême droite et les populistes : Fondées principalement sur une idéologie nationaliste et xénophobe, s'appuyant sur le désespoir social et le rejet de l'establishment européen, ces forces, tendent à se présenter comme la principale alternative à l'UE actuelle. Elles sont aujourd'hui à l'offensive politique et en forte progression électorale. Certains gouvernements d'Europe centrale et de l'Est, influencés ou issus de ce courant, se sont constitués en groupe de pression pour les négociations européennes. Le « groupe de Visegrad », constitué des pays aux gouvernements les plus conservateurs - la Pologne, la Slovaquie, la République Tchèque et la Hongrie - poussent en permanence pour : la fermeture des frontières de l'UE aux humains (réfugiés) et aux marchandises (protectionnisme commercial), prônent le rapprochement avec les Etats-Unis surtout en matière militaire et refusent toute avancée vers un droit du travail européen plus avantageux, considérant que le « bas-coût » de leur main d'oeuvre est un « avantage compétitif ».

Différentes visions s'affrontent et les recompositions politiques sont en cours. Les libéraux et l'extrême droite cherchent le compromis entre eux.

- La sociale- démocratie face à des choix : C'est le courant politique le plus en difficulté dans un moment de polarisation intense des débats politiques. Les politiques d'austérité qui ont relancé le clivage gauche/droite et le rapprochement entre droite et extrême droite, poussent les forces sociale-démocrates à réexaminer leurs alliances. Certaines font le choix de poursuivre avec la droite libérale, comme en Espagne, où le PSOE, après un putsch interne, se prépare à soutenir un gouvernement minoritaire de droite. D'autres

penchent à gauche comme au Portugal ou au Royaume-Uni où Jeremy Corbyn a été réélu contre la ligne blairiste. Ce débat interne à la social-démocratie existe partout en Europe et en France.

De cette période de transition, peuvent sortir plusieurs Europes, qui n'ont pas le même rapport à elles-mêmes et à la mondialisation.

• **LE PGE s'inscrit dans le débat** de la recherche d'une solution. En clair il faut gagner l'idée de pouvoir changer l'Europe. Nous sommes dans un enjeu d'affrontements politiques majeur et la vision d'une nouvelle construction européenne proposée par le PGE aux deux premières est radicalement différente. Elle s'articule autour de plusieurs grands axes :

- une politique de développement partagé (impliquant des politiques monétaires, économiques et budgétaires alternatives, libérées au maximum de l'emprise des marchés financiers et des logiques néolibérales),
- une nouvelle architecture démocratique avec une méthode de coopération « à géométrie choisie »,
- une harmonisation des salaires et des droits sociaux pour les travailleurs européens,
- une politique internationale de paix et de développement de biens communs mondiaux.

Le courant progressiste s'est développé avec la crise jusqu'à conquérir des pouvoirs gouvernementaux, mais c'est encore insuffisant. L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche en Grèce montre tout à la fois que des victoires sont possibles et que le changement des rapports de forces politiques dans un seul pays ne suffit pas. Il faut ouvrir des brèches dans les autres pays pour renverser le rapport de force en Europe.

Dans ce contexte historique le PGE n'échappe pas à une phase de recomposition politique profonde. De nouveaux débats le traversent liées aux défis de la nouvelle phase en cours. Ils sont centrés sur des questions cruciales :

- **Est-il possible de transformer l'Union européenne ?**
- **Peut-on inverser le rapport des forces ?**
- **Est-ce qu'un nouveau traité est un préalable à toute transformation ou dès maintenant peut-on par des luttes politiques et sociales communes imposer des changements, créer les conditions qui vont amener à renégocier les traités ?**

Le débat du congrès du Parti de la gauche européenne en décembre a été traversé par ces questions.

La stratégie proposée dans le document préparatoire : rassembler autour d'un projet européen progressiste.

Après l'accession de Syriza au gouvernement grec le bras de fer entre Athènes et les institutions financières a mis en avant l'état du rapport des forces. Cela a suscité de profonds débats au sein du PGE et dans les forces progressistes en général. Les analyses divergent sur les leçons à tirer de l'expérience grecque. Et, il faut le mentionner, certains cherchent à organiser la division de la gauche européenne au sens large sur la base de ce débat. Et disons-le explicitement Jean- Luc mélanchon est de ceux-là, en développant un discours radical : l'Europe on l'aime ou on la quitte ; on laisse l'espace à ceux qui veulent remodeler l'Europe libérale à leur guise.

Or, justement la bataille à mener par les forces radicales est d'être actif dans le terrain d'affrontements européen.

Le PGE met en avant la nécessité de nouvelles alliances élargies.

Depuis la crise de 2008, le PGE a rassemblé beaucoup de forces politiques de gauche, écologistes et de forces sociales, syndicales, intellectuelles, autour d'une « Alliance contre l'austérité ». La question centrale est celle de la construction permanente de la coopération avec toutes les forces progressistes d'Europe. Même si elles ne partagent pas l'ensemble de ses analyses, elles se retrouvent sur des axes politiques clés,

de gauche, permettant de larges rassemblements à vocation majoritaire. Dans ce rassemblement, on trouve :

- **Les syndicats** qui sont des points d'appui fondamentaux. Des mouvements sociaux organisés à l'échelle européenne, à l'image de celui des dockers contre la directive de libéralisation des ports, le sont également. Le PGE soutient leur développement. Le PGE est prête à travailler à l'échelle européenne avec la CES et les organisations syndicales disponibles. De grands mouvements de résistance se sont développés en Espagne, au Portugal, en Irlande, en Grande Bretagne et bien sûr en Grèce contre l'austérité. En 2013 a eu lieu la première grève coordonnée dans 6 pays européens. La Confédération européenne des syndicats (CES) s'est pour la première fois prononcée contre un traité européen (TSCG). La Confédération européenne des syndicats regroupe 90 organisations syndicales de 39 pays, soit environ 60 000 000 de travailleurs européens.
- **les nouvelles forces de gauche** qui émergent dans différents pays européens, comme en Espagne, en Belgique, en Irlande, en Pologne, dans les pays des Balkans, ainsi qu'avec de nouveaux mouvements ou de nouvelles initiatives citoyennes, sans exclusive sur le rapport critique aux institutions et à la monnaie européennes.
Des forces sont désormais disposées à un travail commun **parmi les écologistes et certains secteurs de la social-démocratie.**

Le Congrès du PGE de Berlin qui a eu pour devise « Alliances de construction » a réuni plus de 220 délégués et 118 invités, venant de 40 pays. Il a lancé un appel pour une Europe de la paix contre la militarisation croissante et les politiques de plus en plus inquiétantes de l'UE. **Le congrès a fortement affirmé que l'heure est à l'unité.**

Le document politique adopté à 81% des délégués propose des axes d'actions aptes à rompre avec les logiques libérales des traités européens et du pacte budgétaire, dans la perspective de refonder l'Europe, pour en faire une union de peuples souverains et solidaires.

Le document politique valide l'organisation d'un forum annuel large rassemblant les forces qui veulent combattre le néolibéralisme et la xénophobie. Ce forum a pour objectif de dresser une analyse largement partagée de la situation en Europe et de construire des campagnes communes pour une alternative de l'UE. La première édition pourra avoir lieu en France à l'automne 2017.

Le congrès a élu les nouvelles instances et marque des évolutions importantes dans la structuration du PGE. Une nouvelle présidence a été élue, composée de Gregor Gysi (die Linke), qui devient président du PGE, Maite Mola (Parti communiste espagnol), Magarita Mileva (Gauche bulgare), Paolo Ferrero (Parti de la refondation communiste italien) et Pierre Laurent, comme vice-présidents. Le comité exécutif a également été renouvelé. Un secrétariat politique de 10 membres, sera chargé de la mise en œuvre des décisions du comité exécutif et d'améliorer la réactivité du PGE à l'actualité.

Enfin, le congrès a validé une nouvelle étape dans l'élargissement du PGE. On peut particulièrement saluer l'entrée d'organisation anglaise, Left Unity, et de deux organisations slovènes, ce qui marque un renforcement de l'implantation géographique du PGE, ainsi que le fait qu'Ensemble! devienne partenaire du PGE.